

16 Oyem-Bitam

Oyem/Santé/Trois questions au directeur général du Centre hospitalier régional d'Oyem (CHRO)...

...Pierre Honoré Eliot Befame : "La sérénité est revenue"

Propos recueillis par PME

Oyem/Gabon

l'union. Le Centre hospitalier régional d'Oyem (CHRO), que vous dirigez, a connu des moments de troubles aux mois de mai et juin derniers, avec la grève de son personnel. Quelle est la situation qui prévaut en ce moment au sein de votre structure de santé ?

Pierre Honoré Eliot Befame : Je dirais que l'administration est comme un avion. Il décolle, commence à voler et arrivé à certains endroits, il y a des zones de turbulences. Après ces zones de turbulence, quand bien-même l'équipage avise toujours les passagers à bord, l'avion retrouve son attitude normale. Je pourrais, en fait, apparenter cela à ce qui s'est passé au niveau du Centre hospitalier régional d'Oyem. C'est vrai que nous sommes dans une administration et nous gérons pas mal d'agents. Un moment donné, ces agents ont posé un certain nombre de revendications qui ont engendré quelques mésententes. Cela était dû, tout simplement, à un manque d'informations et à des incompréhensions. Parce que, souvent, les gens préfèrent passer par la rumeur, sans pour autant aller à la source de l'information. Après ces moments de trouble, il était nécessaire qu'on s'assise, avec la participation de M. le gouverneur, Jean-Gustave Mvianang (remplacé depuis par Joël Ogouma, ndlr). Un certain nombre de problèmes ont été posés. On leur a dit que nous avons pris bonne note. Et que, dans les jours qui viennent, en fonction de nos disponibilités, nous allons regarder ce qu'il y a lieu de faire à notre niveau, et ce qui est possible au niveau du ministère de la Santé. Aujourd'hui, je peux vous assurer que le travail a repris de plus belle. L'hôpital fonctionne, de jour comme de nuit. Les agents sont à leurs postes et la sérénité est revenue.

Les agents grévistes réclamaient l'amélioration de leurs conditions de travail : le plateau technique, le transport et les arriérés des primes de garde. Ces revendications ont-elles déjà été satisfaites ?

- Si la sérénité est de mise aujourd'hui, c'est tout simplement parce que nous avons prêté une oreille at-



Photo : PME

Honoré Eliot Befame, directeur du centre hospitalier régional d'Oyem : "Les agents sont à leurs postes".

tentive aux revendications des agents. Aujourd'hui, ils sont transportés. Même si l'on peut regretter que les bus reviennent très souvent à moitié vides. On aimerait quand-même voir les bus revenir remplis des agents qui doivent venir prendre la relève de ceux qui ont travaillé avant eux. Parce que, là aussi, c'est du carburant que nous perdons malheureusement. Il y a eu des revendications en termes de plateau technique. Vous pouvez vérifier aujourd'hui, au niveau du laboratoire, qu'on fait déjà des examens de bactériologie. Ce qui ne se faisait pas auparavant. On est en train de doter l'ensemble des services de chaises roulantes. Il est vrai que beaucoup de problèmes ont été posés. Nous essayons de faire, autant que faire se peut, que l'hôpital puisse fonctionner avec ce que l'Etat essaye de mettre à notre disposition et ce que nous-mêmes essayons de recouvrer, en terme de tickets modérateurs. La situation économique et financière du pays n'est pas très favorable. On essaye de trouver des solutions dans certains services, en fonction de nos possibilités du moment. Sans occulter que nous traversons des périodes on ne peut plus difficiles.

S'agissant des primes, je l'ai toujours dit et continue

à le dire : le directeur général que je suis ne recouvre pas les prestations et les paiements au niveau de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale. La Cnamgs paie le Trésor et lui, à son tour, nous signale le montant qui est disponible pour pouvoir payer les primes. Nous ne faisons que les états de paie et le Trésor lui-même vient payer ces primes. Depuis la fin du mouvement d'humeur, chaque fois que la Cnamgs a fait le virement, nous avons payé des factures et des primes. Pas plus tard que le mois dernier. C'est pour rassurer les uns et les autres que le directeur général ne fait pas de rétention des primes. La Cnamgs, une fois qu'elle paie, nous envoie les copies des bordereaux de versement, ou bien le Trésor nous saisit. A ce moment, nous nous retrouvons avec le Trésor, afin de vérifier si le montant qui nous a été communiqué est celui-là qui a été viré. A partir de cet instant, nous payons à concurrence du pourcentage qui correspond aux charges sociales.

Avez-vous un appel à lancer à vos collaborateurs et aux patients de toute la province ?

- Il faut souligner, au passage, en ce qui concerne les patients qui viennent nous solliciter chaque fois que cela est nécessaire, que l'hôpital et les personnels soignants sont là. Cela dépend de la situation dans laquelle chaque malade se retrouve. Si nous avons de la compétence au niveau local, nous apportons le meilleur de nous-mêmes. Maintenant, s'il n'y a pas de la compétence, en fonction de la pathologie, nous nous référons au niveau de Libreville. Sans occulter que nous avons beaucoup d'agents qui vont à la retraite et qui ne sont pas remplacés. Tout simplement parce que la plupart des écoles qui forment le personnel paramédical, au niveau national, sont fermées. Nous essayons de faire avec le peu qui est mis à notre disposition. Ce personnel donne souvent le meilleur de lui-même. Le nombre d'agents que nous avons est disposé à travailler. C'est ce que nous faisons matin, midi et soir. Il n'y a pas d'inquiétude à se faire à ce niveau. Nous lançons un appel aux populations de la province du Woleu-Ntem, en général, et celles d'Oyem, en particulier, pour dire que le Centre hospitalier régional d'Oyem est disposé à pouvoir donner des soins aux malades qui viennent nous solliciter.

Bitam/Téléphonie mobile/Ouverture d'une Agence Airtel money

Une structure pour combler un vide à Bitam

PME

Bitam/Gabon

EN séjour, dernièrement, dans le département du Ntem, le député élu de la commune de Bitam, Norbert Emmanuel Tony Ondo Mba, a inauguré, le 17 novembre dernier, une agence Airtel money, dans le chef-lieu du département du Ntem. Cette agence est située en plein cœur du marché de la localité.

Cet acte, à caractère social, entre dans le cadre d'une série d'appuis aux petits métiers, entamés depuis quelque temps par le nouveau représentant de Bitam à l'Assemblée nationale. Il s'agit, pour le bienfaiteur, de lutter, à sa manière, contre la pauvreté auprès des jeunes, mais aussi de résorber le chômage auprès de cette catégorie de la population, dans le département du Ntem et la commune de



Photo : PME

La responsable de l'agence, Adèle Nsa Ella.

Bitam. « Cela fait toujours plaisir d'inaugurer quelque chose dans un paysage où cela manquait. Mais, le fait que ce soit une agence Airtel money nous fait encore plus plaisir quand on sait le rôle important que peut avoir la monnaie électronique dans l'économie de notre localité », a indiqué M. Ondo Mba. Il s'est réjoui, surtout, d'avoir offert cette

structure à la jeunesse bitamoise en proie à plusieurs vices et autres difficultés sociales. « Les principaux concernés par le chômage, c'est la jeunesse gabonaise, d'une manière générale, et celle de Bitam, en particulier. Quand nous faisons ce genre d'initiative, c'est pour promouvoir l'autonomisation des jeunes désœuvrés. C'est le nouveau

pont vers lequel nous devons orienter nos actions politiques », a martelé l'élu de Bitam. Pour la responsable de la nouvelle agence, Adèle Nsa Ella, cette structure devrait combler, un tant soit peu, le déficit constaté depuis quelques années, dans le dépôt, le retrait et le transfert d'argent via Airtel money, dans la ville de



Photo : PME

Coupure du ruban symbolique par le nouveau député de Bitam, Norbert Emmanuel Tony Ondo Mba.

Bitam. La nouvelle agence devrait également permettre à ses clients d'ouvrir des comptes d'épargne et, aux abonnés de la maison de téléphonie mobile Airtel, de renouveler leurs puces en cas de perte des anciennes. Depuis l'ouverture des marchés du Mondial et de Kyè-Ossi (Cameroun) et de la forte concurrence éco-

nomique dans la ville, il n'est toujours pas aisé de faire des dépôts et des retraits d'argent, surtout le week-end, à Bitam. Les quelques agences analogues, qui existent, ne parvenant pas à répondre aux attentes de nombreux clients du département du Ntem, de la commune de Bitam et de ceux venant d'ailleurs.